

Questions de communication 2023/2 n° 44



 **Compte rendu**

Alexandre MOATTI, Un regard sur les élites françaises *L'Institut Auguste-Comte*

Par Josette Fournier

Pages 413 à 416

[Article](#) [Auteur\(e\)s](#) [Sur un sujet proche](#)

Rechercher dans cet article



Vos mots-clés



L'objet de ce livre est l'éphémère Institut Auguste-Comte (IAC) pour l'étude des sciences de l'action, créé le 26 juillet 1977 par un décret du président Valéry Giscard d'Estaing et supprimé le 12 novembre 1981 par celui du Premier ministre Pierre Mauroy. Alexandre Moatti qualifie ces quatre ans d'existence de l'Institut comme un des rares moments, selon lui, où l'élite dirigeante française – celle représentée par des polytechniciens – aurait voulu ou tenté de se remettre en cause.

Né en 1959, lui-même est polytechnicien, ingénieur en chef des mines et chercheur en histoire des sciences associé au laboratoire Sphere. Sciences, philosophie, histoire de l'université Paris Cité. Le président fondateur de l'IAC, V. Giscard d'Estaing, polytechnicien (X44), était donc un des membres de l'élite désignée, comme l'est l'auteur, qui propose un regard « de l'intérieur » sur l'objet de l'IAC. C'est *a priori* une démarche « éclairée », mais est-elle « objective », même si l'auteur veut y porter un regard distancé d'historien et un regard critique ?

Le Président V. Giscard d'Estaing avait prolongé ses études à l'École polytechnique par une formation de deux années à l'ENA, où il était entré en janvier 1949, le premier d'une série de présidents admis en vertu de son classement de sortie de l'École polytechnique sans devoir subir de nouvelles épreuves.

Trois éléments sont à l'origine du nouvel institut : l'auteur pressent une rivalité potentielle entre une élite polytechnicienne technocrate passée par l'ENA et l'ancienne élite venue des Corps des mines, des ponts ou des télécoms ; la modernisation rapide en 1962, et surtout à partir de 1969, avait connu quelques

Rechercher dans cet article



montagne Sainte-Geneviève.

L'échec relatif du projet fait qu'il n'a pas beaucoup été étudié, pourtant cela permet d'examiner les projets de réforme de la formation des élites dirigeantes depuis 1945, leur inefficacité et la reprise de certains – phrase à phrase « sans le savoir » – dans des projets ultérieurs. L'auteur souligne la notion de « projet » restée la formule sacrée du Corps des mines, l'invocation des « modèles » à l'Institut des hautes études de défense nationale et le problème non résolu des relations grandes écoles-université. Il est possible, dit-il, que cette volonté de réforme ait été la fin du modèle d'ingénieur à la française remplacé par le manager des grandes écoles de commerce, le financier ou (et) le « start-uppeur ». Contribuent à ces évolutions les conséquences des chocs pétroliers de 1973 et 1979 et l'accélération de la mondialisation (1990) qui oblige à penser à l'échelle supranationale.

L'ouvrage fait aussi l'histoire relativement récente du lieu comme « un chantier du président » d'une portion de quartier de Paris. Le quartier concerné et l'ampleur historique sont limités et ne peuvent intéresser qu'un public particulier. L'histoire commence avec le projet de déménagement de l'École polytechnique à Palaiseau en 1961 et la découverte d'un rapport de la Cour des comptes dû au conseiller Guy Desnues en 1977. La Commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture, consultée sur l'utilisation des locaux libérés, se prononce à l'unanimité pour leur destruction, à l'exception du pavillon d'honneur – le Boncourt – et des murs d'enceinte construits sous le règne de Philippe-Auguste. Les surfaces libérées sont réparties entre le Collège de France, la ville de Paris, le centre des impôts de l'arrondissement et un central téléphonique, et 22 500 m² pour la construction de logements. On complète par 92 650 m² en sous-sol (piscine, gymnase, amphithéâtre et parkings). L'arrivée du

Rechercher dans cet article



Il est fait première mention d'un projet d'institut au Conseil restreint à l'Élysée du 25 octobre 1974, où une partie des locaux pourrait être affectée à un institut d'enseignement d'économie et gestion sous la responsabilité de l'École polytechnique. Thierry de Montbrial, membre du Conseil d'administration représentant du personnel enseignant, est chargé de réunir une commission et de formuler des propositions pour le nouvel institut. La composition de la commission – en majorité de jeunes trentenaires membres de cabinets ministériels sans expérience en dehors de l'administration – et son activité sont exposées en détail par A. Moatti. Au cours de l'audition du général Buis apparaît la notion de « sciences de l'action ». Un court rapport, produit par T. de Montbrial seul, est présenté en septembre 1975. Le nouvel institut s'articulera autour de deux pôles – l'un d'études et de recherches, l'autre d'enseignement et de formation – autour de trois axes majeurs : l'analyse des organisations, l'économie publique et les relations internationales. L'auteur envisage les hypothèses qui ont motivé la réception mitigée de ce rapport. L'idée d'un centre de recherche inspiré de modèles américains est écartée par le président V. Giscard d'Estaing. Le déménagement à Palaiseau ne devient effectif qu'en septembre 1976.

Le Centre de recherche en gestion (CRG) de l'École polytechnique, comme le Centre de gestion scientifique (CGS) de l'École des mines, ont continué à travailler sur le projet d'institut. Le volet recherche du rapport Montbrial est abandonné, comme l'axe « relations internationales ». Il reste l'organisation d'un enseignement autour de la notion de projets concernant 2 à 4 étudiants développée par Michel Berry au CRG. Un nouveau rapport (de Jean Lefebvre de Ladonchamps) est discuté au Conseil d'administration de l'X le 28 octobre 1976. L'ouvrage d'A. Moatti décrit les discussions, les ambiguïtés et les rivalités

Rechercher dans cet article



recrutements d'enseignants etoimient, celui des élèves étant la tâche principale de R. Martin. Les projets d'élèves se concrétisent et se conceptualisent. Ils font aussi du sport et des voyages. Le 11 juin 1979 sort la première promotion, il y en aura trois avant la fin de l'Institut.

Dans le chapitre 18, l'auteur nous raconte la suppression de l'IAC ; elle n'aurait pas été anticipée, semble-t-il, par ses dirigeants, convaincus que leur objectif de formation était trans-partisan : le 12 septembre 1980 le conseil de gestion avait décidé « la création d'un Département recherche et celle d'une formation en Cycle court », et deux responsables avaient été recrutés. A. Moatti cite le président R. Martin (1984) reformulant l'objectif de l'IAC : « L'idée ne nous effleura pas que la péripétie du 10 mai (qui marque la victoire de François Mitterrand au second tour des élections présidentielles) avait sonné le glas de l'Institut. Former les responsables de ce pays aux réalités du monde moderne semblait une exigence nationale évidente et nous ne concevions pas qu'un gouvernement quel qu'il fût, puisse brutalement interrompre un effort engagé dans ce sens et sur lequel beaucoup de peine et d'argent avaient déjà été investis ». L'auteur interprète la suppression du petit IAC, « grand symbole politique », comme « un règlement de comptes intra-élites, énarques contre polytechniciens » plutôt que « flèche dirigée contre l'élitisme ». Malgré le motif officiel donné par le Premier ministre, la raison n'est pas non plus essentiellement budgétaire. Début 1981, R. Martin venait d'être renouvelé comme président, il aspirait au changement de direction (directeur et directeur des études émanant des grands corps) et envisageait de porter à la direction René Lenoir, ancien ministre giscardien : « Quelques semaines suffirent à me faire comprendre que j'avais commis la plus grande erreur de jugement de ma carrière ». Ses démarches sont détaillées, le jeu de la presse analysé. Le 21 août, R. Martin apprend du directeur adjoint du cabinet de P. Mauroy que la fermeture

Rechercher dans cet article



Comme d'autres journalistes, professeurs et élèves de l'IAC, ainsi que d'éphémères réactions associatives et parlementaires, il ne fut pas entendu.

Deux mois plus tard, le Conseil des ministres annonçait une « forme » de remplacement de l'IAC dans ses locaux par le Centre d'étude des systèmes et technologies avancées (Cesta), attaché au ministère de la Recherche et de la Technologie qui, lui aussi, ne vivra que quatre ans. François Gros, biologiste membre de l'Institut, fut chargé de coordonner l'opération. A. Moatti souligne sa courtoisie, peu fréquente chez les acteurs de cette histoire, F. Gros propose une certaine continuité sur le fond tout-à-fait irréaliste. C'est à J. L. de Ladonchamps, directeur adjoint de l'IAC, qui en avait été le « préfigurateur », que revient la tâche de liquider les enseignements et d'organiser la transition avec les activités à venir sur le site. Le 4 novembre 1981, le Conseil des ministres décidait d'affecter les locaux aux services regroupés du ministère de la Recherche et de la Technologie et au Cesta.

A. Moatti croit que Jacques Attali, qui lui a déclaré en 1984 n'avoir aucun souvenir de l'IAC, « pourrait être un acteur-clef » des décisions qui ont conduit à sa suppression. De la même promotion et du même corps, il avait été évincé de la succession du philosophe et économiste Jean Ullmo au département d'économie de l'X par T. de Montbrial. J. Attali était un membre actif du Groupe des dix qui s'était donné la mission de faire appel aux nouvelles connaissances scientifiques et techniques pour inspirer aux politiques des décisions plus rationnelles.

L'auteur rappelle le projet d'un Centre mondial informatique et ressource humaine de l'homme politique Jean-Jacques Servan-Schreiber, en concurrence avec l'IAC, avant de choisir d'autres locaux. Selon lui, l'IAC, lieu de formation pour l'acceptation sociale de la modernité dans les politiques publiques, et le Cesta. club de réflexion et d'échanges sur les nouvelles technologies. présentaient

Rechercher dans cet article



l'outil des énarques et des inspecteurs des Finances, tandis que la prospective serait celui des polytechniciens et des corps techniques. La rupture était radicale entre l'IAC qui privilégiait un lien direct entre pouvoir politique et grands corps techniques, et le Cesta d'inspiration libertaire issue de 1968. Les sciences de l'action, « graal » du premier, étaient remplacées par les sciences de l'organisation, les premières mettant au centre l'individu providentiel homme d'action, les secondes étant plus centrées sur l'entreprise et ses mutations dues aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. La suppression du Cesta en 1986 par le gouvernement Jacques Chirac semble, pour l'auteur, le « pendant symétrique » de celle de l'IAC par la gauche en 1981. La question de l'affectation des locaux, aujourd'hui récupérés par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, s'est reposée.

Le chercheur conclut sur les modifications des locaux de l'ancienne École polytechnique avec le projet d'un Centre de conférence international au-dessus de trois niveaux de sous-sol « qui sera entièrement pris en charge par un mécène ». Cela est lié à l'arrivée d'un président exécutif à temps plein à l'École polytechnique, depuis 2013, au lieu du président de conseil d'administration non exécutif à temps partiel. Ce changement s'est accompagné de projets d'implantation de services d'entreprises privées au sein du campus à Palaiseau et d'opérations de mécénat – qui n'en sont pas moins des opérations immobilières –, sur le site de la montagne Sainte-Geneviève. A. Moatti dénonce ces confusions entre public et privé, entre intérêt général et celui d'une entreprise, comme c'est le cas aussi au conseil d'administration de l'École. Quelles leçons tirer de cette histoire ? A. Moatti souligne la « longue vie » d'acteurs et de projets retrouvés ailleurs après l'IAC, l'effet « microcosme » ou réseau dans lequel les rivalités et inimitiés jouent un rôle, ainsi que l'absence des femmes. Cette histoire révèle des stratégies difficiles à identifier de personnes et

Rechercher dans cet article



entreprises et pouvoir politique » à laquelle il impute les désastres industriels et financiers de Pechiney, Areva, Alstom ou celui du Crédit lyonnais. Il soulève les risques du régime présidentiel qui contraint l'Élysée à s'occuper de tout. Il balaye « le jeu de chamboule-tout » et l'actualité qualifiée de consternante qui relève de la communication politique, sa conclusion refait l'histoire avec des si. Je dirai que l'étude était nécessaire pour peut-être servir à comprendre le présent.

Une table des abréviations des noms d'instituts, institutions, organismes et projets aurait facilité la lecture, car l'auteur cite beaucoup de noms et pas seulement les fonctions des personnes impliquées dans cette histoire. Une table des noms aurait été utile et peut-être de courtes biographies à l'usage des lecteurs. Autant d'outils de lecture qui auraient réduit l'impression d'un ouvrage d'initié destiné à des initiés. Tel quel, il faut rendre hommage à son auteur de s'être investi dans l'exploitation minutieuse d'archives récentes et d'entretiens de personnes encore disponibles, indiquées dans l'annexe 1. Deux plans du site constituent l'annexe 2 et un intéressant cahier de neuf illustrations en couleurs est inséré au centre de l'ouvrage.

Date de mise en ligne : 14/02/2024

Domaines



Sciences Humaines et Sociales

Rechercher dans cet article

